

**Mémoire de Mishmash Média
Avenir des médias d'information
Commission de la culture et de l'éducation
26 juillet 2019**

À propos de Mishmash Média et de L'actualité

Mishmash Média est le bras médiatique de Mishmash, un collectif intégré de divertissement qui vise à faire rayonner le talent québécois à l'échelle nationale et internationale. Mishmash est détenu par XPND Capital, une société de placement privé axée sur des investissements en capital-croissance dans des entreprises québécoises. Le collectif Mishmash inclut notamment La Tribu, Píknic Électronik et Productions Opéra Concept MP. Mishmash Média possède deux médias : Voir, un site internet culturel, et L'actualité.

Fondé en 1976 par le groupe Maclean Hunter, L'actualité est un média d'information généralistes qui couvre l'ensemble du Québec. L'actualité est publié sous la forme d'un magazine papier mensuel, et comme site internet mis à jour sur une base quotidienne.

Avec 50 000 abonnés à la version papier et plus de 500 000 visiteurs uniques mensuellement sur son site web, L'actualité est le plus important magazine francophone d'information généraliste du pays. Son équipe est composée de 8 journalistes, de 15 membres de soutien à la salle de rédaction et de 30 collaborateurs de contenu.

Position de Mishmash Média sur l'avenir des médias d'information

La démonstration de l'impact dramatique de la révolution numérique sur les médias traditionnels n'est plus à faire. Dans un rapport coup de poing du Forum des politiques publiques, « Le Miroir éclaté », publié en janvier 2017, on pouvait par exemple prendre acte de l'érosion du journalisme et de la presse écrite, en particulier, depuis l'avènement de l'internet.

De 2006 à 2017, 170 journaux, diffuseurs et sites d'actualité ont fermé leurs portes au pays. Aux premières lignes de cette hécatombe se trouve la presse écrite qui doit composer avec une diminution drastique des revenus publicitaires, du marché des petites annonces et des revenus d'abonnement. Un économiste cité dans le rapport, Ken Goldstein, prévoit d'ailleurs que la presse écrite ne sera plus économiquement viable d'ici 2023.

La situation est particulièrement inquiétante au Québec, un marché restreint. Des 16 médias d'information d'envergure provinciale, au moins la moitié sont déficitaires et pourraient devoir fermer boutique d'ici les 18 prochains mois. Ce scénario, s'il devait survenir, priverait plusieurs villes du Québec de leur seul média local d'envergure. Des villes comme Gatineau, Sherbrooke ou Saguenay devront alors s'en remettre aux médias de Québec et de Montréal pour s'informer.

Étant donné que c'est le modèle d'affaires même de la presse écrite qui est brisé, les médias qui survivront ne pourront pas profiter d'une concurrence réduite. Ce qu'on observe au contraire est que tous les médias de la presse écrite du Québec ont réduit les budgets de leurs salles de rédaction, ce qui n'est pas sans impact sur la qualité de la couverture des différents enjeux sociétaux.

En termes de contenu, L'actualité est dans une position unique, puisqu'il s'agit d'un média d'information sous forme d'un périodique. Seul magazine d'affaires publiques au Québec, il offre à ses lecteurs une couverture et analyse de l'information sans équivalent dans les autres médias quotidiens. Par définition, le journalisme magazine en est un d'analyse, de profondeur et de réflexion. Détaché du flot des nouvelles quotidiennes, il a comme mission première de décortiquer et analyser les grands enjeux de notre époque. Aussi, alors qu'aujourd'hui les changements sociaux s'accroissent et se complexifient à un rythme effréné, le rôle de L'actualité est plus important que jamais.

Mais en termes de modèle d'affaires, L'actualité n'échappe pas à la réalité de la presse écrite. Certes, nous recevons l'appui financier du Fonds des périodiques de Patrimoine Canada. Mais cet appui financier, qui était de 800 000\$ en 2018, sert à couvrir les dépenses propres à notre nature de magazine, par exemple des frais de manutention élevés. Pour ce qui est de la production de contenu comme tel, nous sommes dans la même position que les autres joueurs de la presse écrite. Aussi, bien que nous gardions résolument le cap sur notre vision de produire du contenu original qui alimente la réflexion des citoyens sur les enjeux sociaux majeurs, nous avons dû réduire nos dépenses éditoriales de 35% depuis 2017. Cela, en produisant le même volume de contenu. Cette réduction des dépenses

- Influence le choix des sujets qui sont couverts :
 - Nous restreignons au minimum les frais de déplacement, ce qui limite notre présence terrain à la grandeur du Québec et du Canada
 - Nous avons abandonné la production de grands reportages qui demandent une longue période de recherche, ce qui fait qu'aujourd'hui nous ne serions plus en mesure de produire, par exemple, l'enquête que nous avons faite en 2014 sur les crimes sexuels dans l'armée canadienne, enquête-choc qui a généré la publication de plus de 400 articles de suivi et qui a eu des répercussions majeures au Canada et dans le monde
- Met une pression grandissante sur la salle :
 - Le taux de roulement des journalistes de notre salle de rédaction a été de plus de 40% en 2018, ce qui s'explique par la pression de productivité et le manque de ressources disponibles
- Nous force à embaucher des ressources qui ont déjà fait leurs preuves, ce qui réduit d'autant les opportunités de développer une nouvelle génération de journalistes.

Jusqu'à présent, ces compressions n'ont pas eu d'impact sur la qualité globale de L'actualité, qui a paradoxalement vu son lectorat augmenter. Depuis le plan de relance de

2017, notre lectorat mensuel a augmenté de 12% passant de 947 000 à 1 063 000¹. Mais la situation est intenable, l'augmentation du lectorat ne se traduisant pas par une augmentation conséquente des revenus. Aussi, la rentabilité du magazine n'est pas acquise, ce qui nous empêche d'assurer la viabilité à moyen long terme de L'actualité.

En somme, sans une intervention affirmée et rapide du gouvernement du Québec, le quatrième pilier de la démocratie, soit le journalisme de qualité, est appelé à s'effondrer. Bien qu'inéluctable et imminent, ce scénario est à peine imaginable tant les conséquences pour la santé de la démocratie et du vivre ensemble au Québec seraient néfastes. C'est ce pour quoi Mishmash Média lance deux propositions au gouvernement du Québec.

Proposition 1 : mise sur pied du « Fonds québécois de la presse écrite »

La première proposition est la mise sur pied du « Fonds québécois de la presse écrite ». Ce fonds aurait comme mission de financer les médias écrits d'information généralistes en rééquilibrant les distorsions créées par la mainmise des géants du web sur les revenus générés par les recettes publicitaires, alors que ces mêmes entreprises étrangères attirent une audience locale en relayant sans contrepartie le contenu produit par les médias d'ici.

Le « Fonds québécois de la presse écrite » serait inspiré du Fonds des médias du Canada (FMC), mis en place en 2010 par M. James Moore, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, afin « d'équilibrer les règles du jeu à un moment où l'industrie subit des changements structureaux », soit une situation et des enjeux similaires à ceux auxquels font face les médias écrits aujourd'hui.

Le FMC est un partenariat public-privé entre le ministère du Patrimoine canadien et l'industrie canadienne de la câblodistribution. Le FMC « favorise, promeut, développe et finance la production de contenus canadiens et d'applications pertinentes pour toutes les plateformes audiovisuelles », et cela, à même une contribution financière des distributeurs canadiens de services par câble, par satellite et par IP. En 2017 – 2018, le FMC a investi 342,3 millions de dollars à des projets canadiens de télévision et de médias numériques, générant 1,4 milliard en activité de productions.

Nous évaluons qu'un fonds qui couvrirait l'ensemble des médias d'information écrits du Québec devrait être doté d'un budget annuel de ~100 millions de dollars².

Le « Fonds québécois de la presse écrite » serait financé par une redevance de 7 pour cent sur tout achat publicitaire numérique fait par une entreprise québécoise ou visant le public du Québec, toute plateforme numérique confondue. Alors qu'il est estimé que les achats publicitaires numériques totaux représentaient 1,2 milliard de dollars en 2018, le fonds disposerait de revenus autonomes de 84 millions de dollars, la balance étant fournie par le gouvernement du Québec.

À l'instar du FMC, dont la gouvernance est partagée entre le Fonds lui-même pour la politique, la recherche et les communications, puis un tiers pour l'administration du programme, soit Téléfilm Canada, le contrôle et l'administration du « Fonds québécois de

¹ Vividata 2017-2019

² L'évaluation est basée sur le manque à gagner de L'actualité que nous avons appliqué au prorata de l'ensemble des salles de presse des médias écrits au Québec, et inclut les médias à portée nationale et les hebdomadaires locaux. Le journalisme radio et télé est exclu, puisque ces deux médias sont appuyés par le gouvernement fédéral.

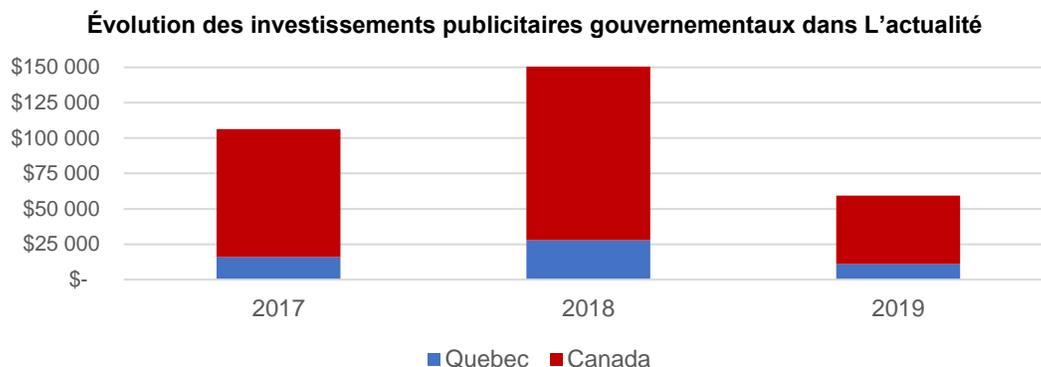
la presse écrite » devrait être partagée entre le gouvernement du Québec, pour l'élaboration des objectifs généraux du programme, et d'un tiers indépendant pour son administration et pour la distribution des fonds. Ce tiers devrait être la SODEC, dont le mandat pourrait être élargi pour que le l'organisme développe un volet « presse écrite ».

Toujours à l'instar du FMC, qui a développé une gamme exhaustive de programmes ciblés visant à s'assurer que la production de contenu réponde aux attentes d'une population diversifiée, le « Fonds québécois de la presse écrite » devrait, en plus de soutenir les opérations générales des médias d'information, appuyer certains créneaux spécifiques qui sont aujourd'hui victimes de l'effondrement du modèle d'affaires. On pense par exemple au journalisme en région, ou encore à la couverture des arts et de la science.

Finalement, nous réitérons que le « Fonds québécois de la presse écrite » devrait être dédié au journalisme écrit, soit la poignée de journaux et magazines d'information généraliste à couverture pan québécoise, puis aux hebdomadaires locaux. Cela, parce que le journalisme écrit est la première victime de la révolution numérique. Mais aussi parce que contrairement aux médias de télévision et de la radio, qui profitent de règles fédérales sur la radiodiffusion et des télécommunications, les médias écrits ne sont encadrés par aucun régime. Nous suggérons d'utiliser la définition du ministère de la Culture du Québec qui a défini ce qui était un média d'information écrit dans la mise en place du programme d'aide à la transformation numérique de la presse écrite.

Proposition 2 : mise sur pied d'une « Régie de la publicité publique »

Un autre aspect important touche les placements publicitaires du gouvernement du Québec dans les médias d'information du Québec. Malgré un budget annuel estimé à 25 millions de dollars³ excluant les sociétés d'État, la publicité du gouvernement du Québec est pratiquement absente dans L'actualité depuis 3 ans.



A contrario, le journal Le Devoir a très justement mis les projecteurs sur l'importance croissante des achats publicitaires numériques du gouvernement du Québec. Les chiffres compilés par Le Devoir faisaient état de plus de 6 millions de dollars pour la seule année 2018⁴.

³ Nielsen 2018, Pathmatics 2018, Gouvernement du Québec

⁴ Source : <https://www.ledevoir.com/societe/537271/les-budget-publicitaire-du-quebec-sur-le-web-explose>

Tout porte à croire que cette tendance s'est intensifiée depuis. L'article mentionnait également qu'à eux seuls, la Société des casinos du Québec, Loto-Québec, Hydro-Québec et le ministère de la Santé avaient envoyé 3,2 millions de dollars en redevances publicitaires aux multinationales numériques, principalement Facebook et Google.

La mise en place d'une « Régie de la publicité publique » au sein des services partagés du gouvernement du Québec, ou encore l'élargissement du mandat de l'agence de contrôle, aurait le mérite d'instituer un nouveau joueur sensible à la réalité de l'industrie québécoise des médias écrits, tout en favorisant une plus grande concertation des joueurs de l'écosystème autour de projets d'innovation ou de modernisation qui pourront en retour stimuler un nouveau cycle d'opération au sein des différents médias.

Conclusion

Sans intervention affirmée et rapide du gouvernement du Québec, les paramètres de l'équation continueront à être désavantageux pour les médias écrits du Québec, qui peinent à conserver une vitalité économique et commerciale. Le déséquilibre actuel des revenus plombe année après année l'environnement d'affaires et fausse pratiquement les règles du jeu qui avaient jusque-là soutenu, rappelons-le, l'émergence d'un écosystème médiatique dynamique et diversifié, présent dans pratiquement toutes les régions du Québec.

Cet écosystème est en péril et disparaîtra faute d'intervention structurante. Le législateur ne doit pas seulement corriger la situation : il doit profiter de cette occasion unique pour poser une série de gestes qui ouvriront un nouveau chapitre de l'histoire ainsi qu'une sortie de crise pour les médias écrits du Québec.

Le « Fonds québécois de la presse écrite » (option 1), que nous proposons, permettrait un traitement plus équitable que ne le suggéraient certaines des interventions récentes du gouvernement du Québec. Nous ne contestons pas l'à-propos des interventions déjà réalisées, mais préconisons une approche plus holistique. Tous reconnaissent que la situation est grave. Il faut cependant mettre de l'avant des solutions qui rétabliront des perspectives de revenus pour la presse écrite, une stabilisation des opérations, et ce, sans fausser indument le jeu de la saine concurrence qui doit se maintenir au sein de cet écosystème.

Mettre sur pied un fond financé à même une redevance sur les achats de publicité numérique, et dont la gouvernance serait ouverte aux différents joueurs du secteur nous paraît une solution moderne, juste et forte. Une solution qui permettra de sauver, puis relancer la vitalité de la presse écrite, une composante essentielle du tissu démocratique de notre nation.